



Les ingénieurs de Caen bichonnent les poissons

Spécialisée dans les constructions expérimentales, l'école d'ingénieurs caennaise ESITC travaille sur un projet d'éco-habitat pour faune et flore marines, avec des modules expérimentaux.

Entretien

Mohamed Boutouil, directeur de la recherche de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Caen (ESITC).

En quoi consiste le projet « Marineff » ?

Il s'agit de concevoir des structures maritimes (quais, digues, jetées, mouillages...) dans lesquelles nous allons intégrer un habitat spécifique pour améliorer l'état écologique des eaux côtières, et donc protéger l'écosystème et la biodiversité.

Pourquoi un tel projet a-t-il été lancé ?

Il part d'un constat : la plupart des infrastructures maritimes n'ont pas été conçues de manière à favoriser l'écosystème marin, mais plutôt pour servir les activités humaines (pêche, commerce, plaisance...). Le projet Marineff a été élaboré afin de servir à la fois les intérêts économiques et ceux de la biodiversité.



Six modules expérimentaux ont été immergés en mer : trois au large des côtes normandes et trois autres en Angleterre.

ICRED - PHOTO D.R.

Quel est le principe ?

Nous avons créé des modules à base de blocs de béton « éco-conçus », adaptés au milieu marin, dans lesquels la faune et la flore pourront

nicher. Un peu sur le principe des hôtels à insectes que l'on trouve dans certains jardins.

Trois modules expérimentaux ont été immergés dans les eaux à proxi-

mité de Cherbourg (Manche), Luc-sur-Mer et Ouistreham (Calvados), et trois autres en bordure des côtes anglaises. Nous allons observer leur évolution pendant un an à un an et demi.

Quel est le rôle de l'ESITC Caen dans ce projet ?

Notre établissement est spécialisé dans le domaine des matériaux et techniques de constructions expérimentales. Mais le champ de recherche est large et pluridisciplinaire. Nous avons réuni autour de nous des partenaires français et britanniques. Parmi eux, l'université de Caen, Ports normands associés, Vinci...

Ce projet bénéficie d'un budget de 4,6 millions d'euros sur quatre ans, co-financé par le fonds européen de développement régional (Feder), dans le cadre du programme européen de coopération France - Angleterre.

Propos recueillis
par Jean-Philippe GAUTIER.